

Les craintes de patrons de PME de l'Arc jurassien

A un mois du vote, des acteurs de l'économie mettent en garde: l'initiative dite «pour des multinationales responsables» leur nuirait.

Parmi les petites et moyennes entreprises (PME) de l'Arc jurassien, on redoute l'initiative populaire «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement». Celle-ci est donnée gagnante à un mois du vote du 29 novembre. Pour inverser la tendance, des représentants des milieux économiques neuchâtelois et jurassiens ont donné, hier, une vidéoconférence de presse.

L'initiative demande que les entreprises suisses respectent à l'étranger les droits humains et les normes environnementales internationales. «Elle ne concerne pas le boucher, le coiffeur ou le physiothérapeute, mais d'autres PME», a commencé par dire Vincent Simon, responsable romand au sein de l'organisation Economiesuisse. Il est question d'entreprises

qui travaillent avec des «produits à risque» comme ceux issus de l'agriculture, du textile ou des minerais. De ces PME, «il y en a pas mal dans les cantons de Neuchâtel et du Jura», selon Vincent Simon.

«Beaucoup seraient touchées surtout par ricochet», a rebondi Florian Néméti, directeur de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI). «Celles actives dans



«On oublie de dire aux gens qui ont mis le drapeau orange à leur fenêtre que nos entreprises sont exemplaires», selon un patron. KEYSTONE

l'horlogerie, le médical, l'automobile et l'aéronautique travaillent avec des métaux, des produits chimiques ou des composants qui viennent d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie.»

«Nous sommes consommateurs de produits chimiques difficiles à trouver en Suisse», a

expliqué David Storrer, copropriétaire de Coloral, sous-traitant horloger basé à Neuchâtel. «Si l'initiative passait, je devrais surveiller la ligne de production de mon fournisseur. C'est délicat et je n'ai ni les ressources, ni les compétences pour le faire. Et si mon fournisseur pollue une ri-

vière, est-ce moi le responsable? J'ai de sérieux doutes.»

«Initiative perverse»

«Nos entreprises sont déjà exemplaires», a souligné Emmanuel Raffner, vice-président de la CNCI et patron de Lauener SA, active pour l'horlogerie et le médical à Boudry. «On oublie de le dire aux gens qui ont mis à leur fenêtre le drapeau orange», signe de soutien à l'initiative. Emmanuel Raffner a dénoncé une initiative «perverse, qui rend la place économique suisse suspecte». Ce patron n'a pas envie de se «désolidariser des multinationales, qui font vivre tout le tissu industriel et commerçant suisse». En cas d'acceptation de l'initiative, «nous pourrions perdre des marchés dans les cinq à dix ans». **FME**